



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**NOTE MENSUELLE DE CONJONCTURE
ECONOMIQUE DANS LES PAYS
DE L'UEMOA A FIN JANVIER 2021**

Mars 2021



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**NOTE MENSUELLE DE CONJONCTURE ECONOMIQUE DANS LES PAYS DE
L'UEMOA A FIN JANVIER 2021**

Mars 2021

SOMMAIRE

	Pages
PRINCIPALES TENDANCES DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE	3
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	6
1.1. Activité économique dans le monde	6
1.2. Actions des banques centrales	7
1.3. Marchés des matières premières	7
1.4. Marchés financiers mondiaux	10
II. ACTIVITÉS ECONOMIQUES DANS L'UEMOA	12
2.1. Production de biens et services	12
2.2 . Inflation	15
III. TAUX D'INTERET, LIQUIDITE ET SITUATION MONETAIRE	16
3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaire et interbancaire	16
3.2. Taux d'intérêt débiteurs	17
3.3. Liquidité bancaire	17
3.4. Situation monétaire	18
IV. MARCHE FINANCIER DE L'UEMOA	20
4.1. Marché boursier de l'UEMOA	20
4.2. Marché des titres de la dette publique	21
V. PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'UEMOA	23
5.1. Environnement international	23
5.2. Perspectives de croissance dans l'UEMOA	27
5.3. Perspectives d'évolution de la situation monétaire de l'Union	29
5.4. Perspectives d'inflation	29
ANNEXES STATISTIQUES	30

PRINCIPALES TENDANCES DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE

1- Évolution récente

En janvier 2021, **l'activité économique mondiale** a poursuivi sa tendance haussière, mais à un rythme plus faible, du fait de l'aggravation de la situation sanitaire aux Etats-Unis et en Europe.

Aux **Etats-Unis**, l'activité économique a été relativement bien orientée en janvier 2021, avec la poursuite de la campagne de vaccination et le nouveau plan de l'administration Biden de 1.900 milliards de dollars. Dans la **zone euro**, l'activité économique se redresse, avec la forte croissance du secteur manufacturier en ce début d'année 2021. Cette dynamique est liée à la reprise de la demande intérieure, induite notamment par l'espoir suscité par la vaccination.

Au niveau des pays émergents, la tendance haussière de l'activité économique se poursuit, avec l'ouverture des frontières à travers le monde et les mesures de relance mises en oeuvre pour contenir les effets de la crise sanitaire. En **Chine**, l'économie consolide sa reprise, en liaison avec l'amélioration progressive de la demande et les mesures de soutien engagées par le gouvernement. En **Inde**, depuis début juin 2020, avec l'assouplissement des restrictions sanitaires, l'activité économique a renoué avec une tendance haussière, en lien avec la bonne tenue de la demande intérieure.

Dans les pays voisins de l'Union, l'activité économique est en amélioration. En particulier, l'activité au **Nigeria** s'est renforcée avec la hausse des cours du pétrole et la levée de restrictions de mobilité. Au **Ghana**, l'indice PMI composite est passé de 50,3 points en décembre 2020 à 51,2 points au mois de janvier 2021.

Pour leur part, les banques centrales à travers le monde ont continué de maintenir, voire renforcer, l'orientation accommodante de leur politique monétaire pour contenir l'impact négatif de la flambée des contaminations à la Covid-19. Ces actions visent à maintenir les conditions de financement favorables, stables et prévisibles pour conforter la reprise solide, durable et généralisée de l'activité.

Les prix des principaux produits de base exportés par les pays de l'Union ont connu une hausse mensuelle de 2,1%, après celle de 2,7% en décembre 2020. Le ralentissement est le fait de la hausse des contaminations à la Covid-19, qui a négativement impacté la reprise de la demande mondiale.

Les hausses de prix concernent à la fois les produits énergétiques (+9,8% après +13,9% en décembre 2020) et les produits non énergétiques (+1,0% après +1,2% en décembre 2020). De même, les prix des principaux produits alimentaires importés dans l'UEMOA ont augmenté au cours de la période sous revue.

Sur les marchés financiers mondiaux, les places boursières ont connu une évolution positive. Les investisseurs ont été encouragés par le lancement des campagnes de vaccination contre la Covid-19 et par la perspective du vaste programme de relance du Président américain Joe BIDEN. La monnaie européenne s'est légèrement appréciée à l'égard des principales monnaies étrangères. L'appréciation notée face aux devises des pays avancés concerne, notamment le dollar américain (+0.6%) et le yen japonais (+0,4%). Dans la sous-région ouest-africaine, le franc CFA s'est déprécié de 16,8% par rapport aux monnaies des pays de l'Afrique de l'Ouest, après son appréciation en décembre (+2,8%).

Les indicateurs récents de la **conjoncture sous-régionale** font ressortir une stabilisation de l'activité économique au titre du mois de janvier 2021. En effet, le taux de croissance des

activités hors secteur primaire et administrations publiques, en glissement annuel, s'établirait à 4,6% en janvier 2021, tout comme en décembre 2020. L'évolution de production au premier mois de l'année est la résultante de la bonne tenue des activités des services marchands (+8,8% contre +8,2%) et industrielles (+4,0% contre +5,0%) et d'une contraction au niveau des secteurs des bâtiments et travaux publics (-5,9% contre -3,3%) et du commerce (-1,3% contre -2,5%).

Quant à l'inflation, elle a poursuivi sa tendance baissière dans les pays de l'Union, en liaison notamment avec la décélération du rythme de progression des prix des produits alimentaires et des services de logement, ainsi que de transport. Elle est ressortie, en glissement annuel, à 1,9% à fin janvier 2021, après une réalisation de 2,2% le mois précédent. La légère décélération du rythme de progression des prix est essentiellement imprimée par la composante «Alimentation», dont la contribution à l'inflation totale est passée de 1,8 point de pourcentage en décembre 2020 à 1,5 point de pourcentage en janvier 2021, en lien avec l'amélioration de l'offre de céréales, de légumes, ainsi que de tubercules et plantains dans la plupart des pays de l'Union.

Au plan de la conjoncture monétaire et financière de l'UEMOA, en ligne avec le maintien de la politique monétaire accommodante de la BCEAO depuis le déclenchement de la crise sanitaire, les taux d'intérêt sur le marché monétaire sont demeurés faibles au cours du mois de janvier 2021. Le taux d'intérêt à une semaine du marché interbancaire est ressorti à 2,61% contre 2,44% un mois plus tôt. En janvier 2020, ce taux se situait à 4,5%. Sur les guichets d'adjudication de la Banque Centrale, les injections de liquidité se sont poursuivies au taux fixe de 2,0% depuis le 24 juin 2020.

Le rythme de progression de la masse monétaire est resté quasi-stable en janvier 2021 comparativement au précédent. En effet, la masse monétaire a enregistré une progression de 5.125,1 milliards ou 16,7%, en glissement annuel, à fin janvier 2021 contre 16,4% un mois plus tôt. Les réserves officielles de change de la Banque Centrale à fin janvier 2021 assurent aux économies de l'Union 6,3 mois d'importations de biens et services et correspondent à un taux de couverture de l'émission monétaire de 80,6%, contre 77,3% le mois précédent.

2- Perspectives

Les prévisions de croissance pour 2021 du Fonds Monétaire International (FMI) ont été revues à la hausse, au cours du mois de janvier 2021, en raison des mesures de soutien supplémentaires prises dans les grands pays et du renforcement attendu de l'activité économique grâce aux vaccins. En effet, le FMI prévoit un taux de croissance du PIB mondial en progression de 5,5% en 2021, après une contraction de 3,5% en 2020. Le FMI souligne que la croissance pourrait être inférieure aux prévisions si la recrudescence des contaminations au virus (et de ses nouveaux variants) s'avère difficile à maîtriser. Les effets négatifs seront d'autant plus importants, si les comportements de distanciation et les mesures de confinement sont plus stricts qu'attendu.

Au plan interne, sur le premier trimestre 2021, la reprise des économies de l'Union se renforcerait. Selon les estimations effectuées par la BCEAO sur la base des informations disponibles, le PIB réel progresserait, en variation annuelle, de 4,6% au premier trimestre 2021 après une hausse de 1,3% le trimestre précédent. Les performances économiques au premier trimestre 2021 seraient tirées par la bonne tenue des services, des secteurs agricole et de l'industrie manufacturière, du fait de l'atténuation progressive des mesures et des comportements de distanciation sociale, ainsi que de la mise en œuvre de plans de relance prévus par les États membres au titre de l'année 2021.

En ce qui concerne le niveau des prix, sur la proche période, les informations disponibles à ce jour font état de la poursuite de la tendance baissière du taux d'inflation, à +1,8%, en

glissement annuel, à fin février 2021. La décélération du rythme de progression du niveau général des prix est essentiellement imputable à la baisse des prix des produits alimentaires dans la plupart des pays de l'Union. Cette évolution serait en lien avec l'amélioration de l'offre de céréales, de légumes ainsi que de tubercules et plantains dans la plupart des pays de l'Union.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1 Activité économique dans le monde

En janvier 2021, l'activité économique mondiale a poursuivi sa tendance haussière, mais à un rythme plus faible, du fait de l'aggravation de la situation sanitaire aux Etats-Unis et en Europe. La campagne de vaccination, qui s'est accélérée, combinée à l'aide offerte par plusieurs gouvernements pour soutenir le revenu des ménages continuent d'expliquer cette reprise. Les politiques monétaires accommodantes ont contribué également au renforcement de la croissance.

Aux **Etats-Unis**, l'activité économique a été relativement bien orientée, avec la poursuite de la campagne de vaccination et le nouveau plan de l'administration Biden de 1.900 milliards de dollars. L'indice composite des directeurs d'achat (PMI), qui prend en compte les secteurs manufacturier et des services, passe de 55,3 points en décembre 2020 à 58,7 points en données définitives pour janvier 2021, son plus haut niveau depuis mars 2015. Les ventes de détail ont affiché une croissance de 5,3% en janvier 2021 par rapport au mois précédent. La production industrielle a augmenté de 0,9%.

Dans la **zone euro**, l'activité économique se redresse, avec la forte croissance du secteur manufacturier en ce début d'année 2021. Cette dynamique est liée à la reprise de la demande intérieure. L'indice PMI composite est ressorti à 54,8 points au mois de janvier 2021, contre 55,2 points en décembre 2020.

L'économie **britannique** a, quant à elle, subi une contraction par rapport à son niveau de décembre 2020. L'indice PMI composite du Royaume Uni est ressorti à 40,6 points pour le mois de janvier 2021, contre 50,4 points en décembre 2020. Il s'agit de la plus forte chute de la production du secteur privé britannique depuis mai dernier, en lien avec le troisième confinement national, qui affecte l'économie des services en ce début d'année 2021.

Au **Japon**, la production industrielle s'est contractée en janvier 2021 par rapport au mois précédent. L'indice PMI composite nippon est ressorti à 47,1 points pour le mois de janvier 2021, contre 49,7 points en décembre 2020.

Au niveau des pays émergents, la tendance haussière de l'activité économique se poursuit, avec l'ouverture des frontières à travers le monde et les mesures de relance mises en oeuvre pour contenir les effets de la crise sanitaire. En **Chine**, l'économie consolide sa reprise, en liaison avec l'amélioration progressive de la demande et les mesures de soutien engagées par le gouvernement. L'activité manufacturière a poursuivi en janvier 2021 sa progression, mais à un rythme plus faible. L'indice des directeurs d'achats (PMI) pour le secteur manufacturier s'est établi à 51,5 points en janvier contre 53,0 points en décembre 2020.

En **Inde**, depuis début juin 2020, avec l'assouplissement des restrictions sanitaires, l'activité économique avait renoué avec une tendance haussière, en lien avec la bonne tenue de la demande intérieure, celle en provenance de l'étranger restant toujours faible. L'indice PMI composite est passé de 56,3 points en décembre 2020 à 56,4 points en janvier 2021. Le **Brésil**, toujours très touché par la crise du coronavirus, enregistre une hausse de l'activité en janvier 2021, mais avec une dynamique plus faible. L'indice PMI composite est passé de 61,5 points en décembre 2020 à 56,5 points en janvier 2021. En **Afrique du Sud**, l'économie du secteur privé s'est renforcée en ce début 2021. L'indice PMI du secteur manufacturier a connu une légère hausse, en passant de 50,5 points en décembre 2020 à 50,8 points en janvier 2021.

Dans les pays voisins de l'Union, l'activité économique est en amélioration. En particulier, au **Nigeria**, avec la hausse des cours du pétrole et la levée de restrictions, l'indice **PMI** composite s'est établi à 50,7 points en janvier 2021 après 49,6 points en décembre dernier.

Au **Ghana**, l'indice PMI composite est passé de 50,3 points en décembre 2020 à 51,2 points au mois de janvier 2021.

1.2. Actions des banques centrales

Au cours de la période sous revue, les banques centrales à travers le monde ont maintenu, voire renforcé, l'orientation accommodante de leur politique monétaire pour contenir l'impact négatif de la flambée des contaminations à la Covid-19. Les actions visent à maintenir les conditions de financement favorables, stables et prévisibles pour conforter la reprise solide, durable et généralisée de l'activité.

Aux **Etats-Unis**, à l'issue de la réunion du 26 janvier 2021 de son Comité de Politique Monétaire, la Réserve fédérale américaine (FED) a estimé que la trajectoire de l'économie dépendra significativement de l'évolution du virus, y compris des progrès en termes de vaccination. Le Comité a décidé de maintenir ses taux directeurs dans une fourchette de 0% à 0,25%.

Dans la **zone euro**, la Banque Centrale Européenne (BCE) a, lors de la réunion de son conseil des gouverneurs du 21 janvier 2021, renouvelé sa décision de maintenir sa politique monétaire inchangée pour soutenir l'économie. Ainsi, le taux de refinancement de la BCE est resté fixé à zéro, ceux de la facilité de dépôt à -0,5% et de la facilité de prêt marginal à 0,25%.

Durant le mois de janvier 2021, la **Banque du Japon** (BoJ) a, lors de sa réunion de politique monétaire du 21 janvier 2021, maintenu inchangée sa politique monétaire et revu à la hausse ses prévisions économiques pour le prochain exercice fiscal.

La **Banque du Canada**, à l'issue de sa dernière réunion tenue le 20 janvier dernier, a maintenu son taux d'intérêt directeur à 0,25%, évoquant la faiblesse à court terme de la reprise de l'activité économique.

Au niveau des **pays émergents**, les banques centrales ont maintenu inchangée l'orientation accommodante de la politique monétaire. La Banque centrale du **Brésil** a maintenu, lors de sa dernière réunion tenue le 20 janvier 2021, son taux directeur à son plancher historique de 2,0%, estimant que les incertitudes créées par la deuxième vague de coronavirus exigeaient des politiques de stimulation, en dépit des pressions inflationnistes.

Dans la région **Afrique**, les banques centrales du **Ghana** et du **Nigeria** ainsi que la **BEAC** ont maintenu inchangé le niveau de leurs taux directeurs, qui se situent respectivement à 14,5%, 11,5% et 3,25%. Plus particulièrement, au Nigeria, le Comité de politique monétaire (CMP) de la Banque Centrale estime que l'économie se trouve actuellement dans un environnement de stagflation, avec l'apparition simultanée de pressions inflationnistes et de contraction de la production.

1.3 – Marchés des matières premières

Les cours des matières premières exportées par les pays de l'Union ont connu une hausse durant la période sous revue. De même, les cours des produits alimentaires importés ont continué sur leur trend haussier.

Les prix des principaux produits de base exportés par les pays de l'Union ont connu une hausse de 2,1%, après celle de 2,7% en décembre 2020. Ce ralentissement est le fait de la résurgence des contaminations au coronavirus, qui a négativement impacté la reprise de la demande mondiale. Les hausses de prix concernent à la fois les produits énergétiques (+9,8% après +13,9% en décembre 2020) et les produits non énergétiques (+1,0% après +1,2% en

décembre 2020).

Suivant le détail des produits, l'augmentation des cours des matières premières exportées par les pays de l'Union concerne le pétrole (+9,8% contre +14,7%), le gaz naturel (+9,4% contre +8,6%), le coton (+8,7% contre +4,9%), les huiles (+6,1% contre +13,7%), le phosphate (+2,0% contre 1,0%), l'uranium (+0,3 contre +1,0%) et l'or (+0,60% contre -0,7%). Les baisses des prix notées au niveau du cacao (-0,7% contre +1,9%), de noix de cajou (-0,7% contre +3,6%), du zinc (-2,7% contre +4,1%), du bois grume (-0,2% contre + 0,8%), du caoutchouc (-0,2% contre 2,6%) et de l'huile d'arachide (-2,4% contre 17,3%) ont exercé un effet modérateur.

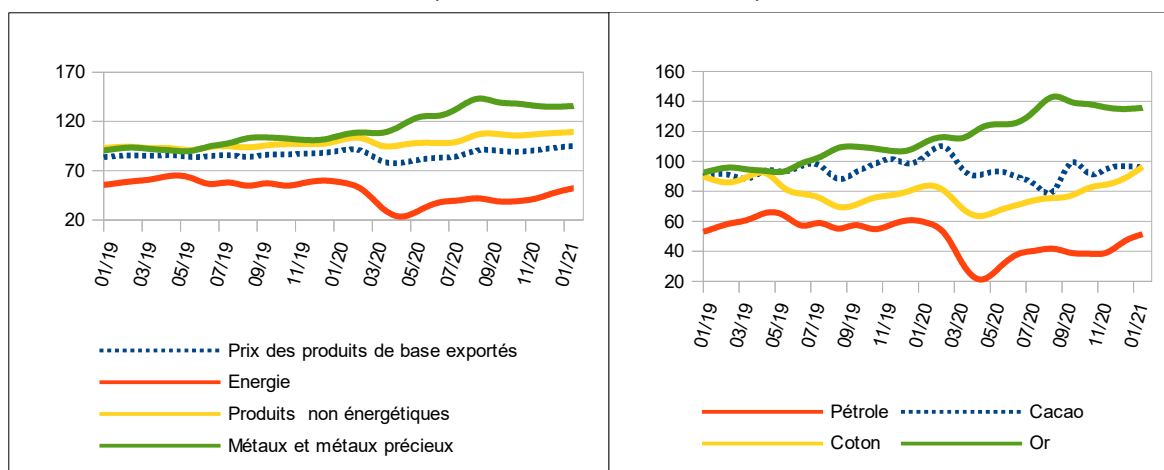
Le renforcement des prix du pétrole est imputable à l'accord des pays membres de l'OPEP+ (Organisation des Pays Exportateurs du pétrole et ses alliés) de restriction de l'offre et à la hausse de la demande. Les cours du **coton** ont de leur côté poursuivi leur envolée en janvier 2021. Cette tendance est notamment portée par la demande en provenance de la Chine.

Les cours des huiles (de palmiste, de palme et d'arachide) ont connu leur huitième mois de hausse. En effet, alors que la production d'huile de **palme** en Indonésie et en Malaisie s'est avérée plus faible que prévu, en raison de précipitations trop abondantes, les cours internationaux de l'huile de palme se sont considérablement accrus pour atteindre leurs plus hauts niveaux depuis huit ans et demi.

En revanche, la baisse des prix du **cacao** est notamment imputable aux stocks importants au niveau des vendeurs en Côte d'Ivoire (+100.000 tonnes de réserves). Le repli des cours du **caoutchouc** en janvier 2021 est lié à l'évolution de la pandémie de la Covid-19, qui a pesé sur les prix avec la présence du variant à diffusion rapide au Japon et la reprise de l'épidémie en Chine où plusieurs millions de personnes sont confinées. Le soutien du marché par la perspective du vaste programme de relance du Président américain Joe BIDEN a exercé un effet modérateur sur la tendance baissière du caoutchouc.

Graphique 1 : Évolution des cours des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA

(Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

Par rapport à janvier 2020, les prix des principaux produits exportés par les pays de l'UEMOA ont augmenté de 4,7% en janvier 2021, après une réalisation de +5,7% le mois dernier. Les

accroissements des cours concernent des produits énergétiques comme le gaz naturel (+23,4%) et des produits non énergétiques (+7,4%), dont les huiles (+34,2%), les métaux précieux (+19,6%), les métaux et minéraux (+20,7%), fertilisants (+17,2%) et les autres matières premières (+12,1%). Les baisses enregistrées au niveau du pétrole (-12,9%) et du cacao (-8,3%) ont exercé un effet modérateur.

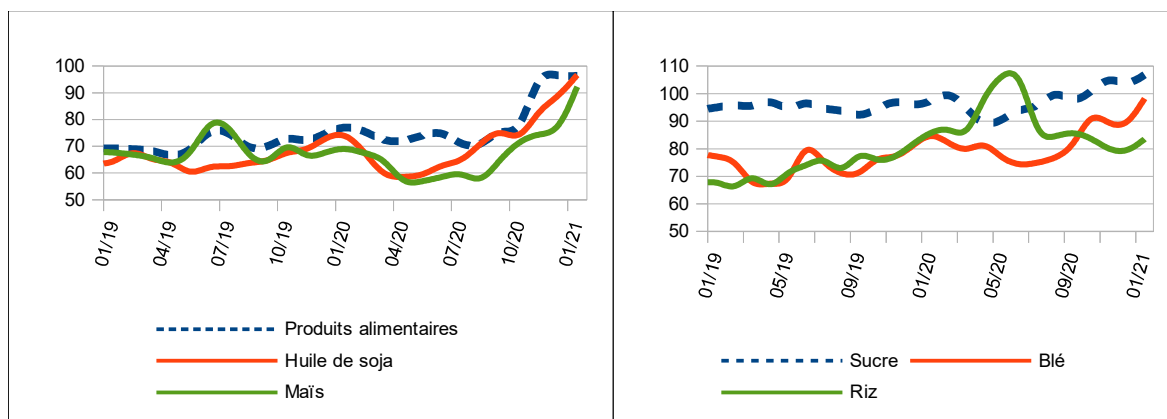
Les prix des principaux produits alimentaires importés dans l'UEMOA ont augmenté de 11,5% au cours de la période sous revue, après une réalisation de +3,0% en décembre 2020. Cet accroissement concerne le maïs (+18,8%), le blé (+9,4%), l'huile de soja (+8,7%), le sucre (+2,7%) et le riz (+5,0%).

S'agissant des prix du **maïs**, les craintes liées à la sécheresse en Amérique du Sud et la suspension temporaire des enregistrements d'exportations en Argentine ont contribué à tirer vers le haut les prix internationaux du maïs, qui atteignent leur niveau le plus élevé depuis mi-2013. Les prix du **blé** ont enregistré une forte hausse en janvier 2021, sous l'effet d'une demande mondiale robuste et de la baisse des ventes prévue en Russie à partir de mars 2021, date à laquelle les droits de douane du blé à l'exportation vont doubler. Les prix internationaux de **l'huile de soja** ont progressé pour le huitième mois de suite, en raison d'une réduction des disponibilités à l'exportation et de grèves qui perdurent en Argentine.

La hausse des prix du **sucre** découle en grande partie de craintes concernant un recul des disponibilités mondiales en 2020-2021, dû à une aggravation des perspectives de récoltes dans l'Union Européenne, en Russie et en Thaïlande, ainsi qu'aux conditions météorologiques plus sèches en Amérique du Sud. En ce qui concerne le **riz**, une demande conséquente de la part des acheteurs d'Asie et d'Afrique, ainsi que le resserrement des disponibilités en Thaïlande et au Vietnam ont soutenu les prix à l'exportation en janvier 2021.

Graphique 2 : Évolution des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'Union

(Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

Par rapport à la même période de l'année 2020, les prix des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA ont augmenté de 24,4%, après une hausse de 10,1% le mois dernier. Les prix sont tirés principalement par l'accroissement des cours du maïs (+33,7%), de l'huile de soja (+31,0%), du blé (+16,1%), du sucre (+9,7%) et du riz (+12,8%).

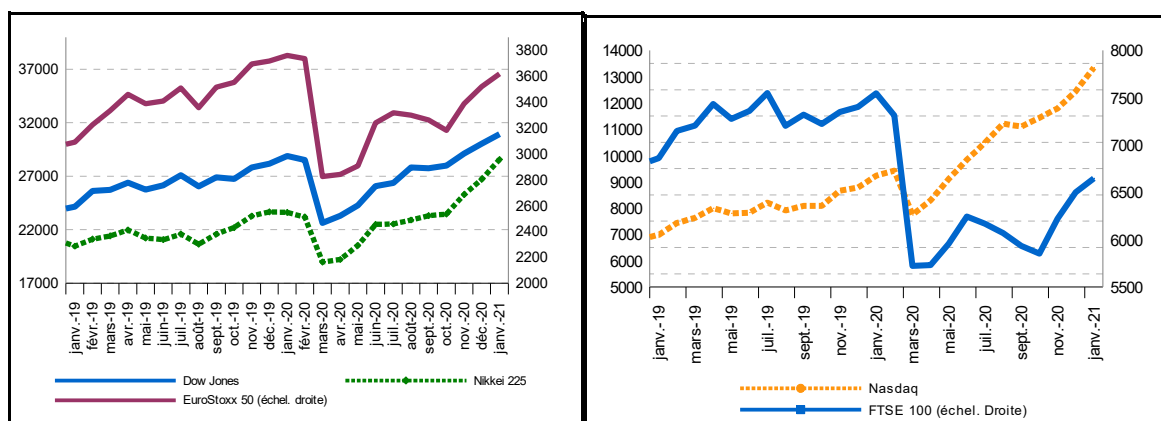
1.4 - Marchés financiers mondiaux

Les marchés financiers mondiaux ont connu, au cours du mois de janvier 2021, des évolutions positives. Les investisseurs ont été encouragés notamment par les espoirs suscités par la vaccination contre la Covid-19 et la bonne tenue des exportations en Chine.

1.4.1. Les places boursières

Les indices boursiers internationaux ont connu des évolutions positives sur la période sous revue. En effet, les cours boursiers des pays africains se sont renforcés (NSE du Nigeria : +17,9%, Madex et Masi du Maroc : +3,6% et 3,5%, BRVM de l'espace UEMOA: +2,0%, GSE du Ghana : +10,0% et FTSE/JSE de l'Afrique du Sud : +15,0%). Les indices Dow Jones et Nasdaq, principaux indices boursiers des Etats-Unis, ont augmenté respectivement de 3,0% et 7,3% en janvier 2021. En Europe, les investisseurs ont repris confiance malgré quelques craintes relatives au durcissement des mesures restrictives contre la résurgence de Covid-19, qui pourraient nuire à la reprise déjà fragile de l'économie. Ainsi, l'Euro Stoxx 50 de la zone euro s'est accru de 2,8%. Quant au FTSE 100 du Royaume-Uni, il s'est accru de 2,2% en janvier 2021. Par ailleurs, le Nikkei 225 de la bourse du Japon a enregistré une progression mensuelle de 6,9%, en lien avec la bonne tenue des valeurs des compagnies ferroviaires.

Graphique 3 : Évolution des indices boursiers internationaux (en nombre de points)

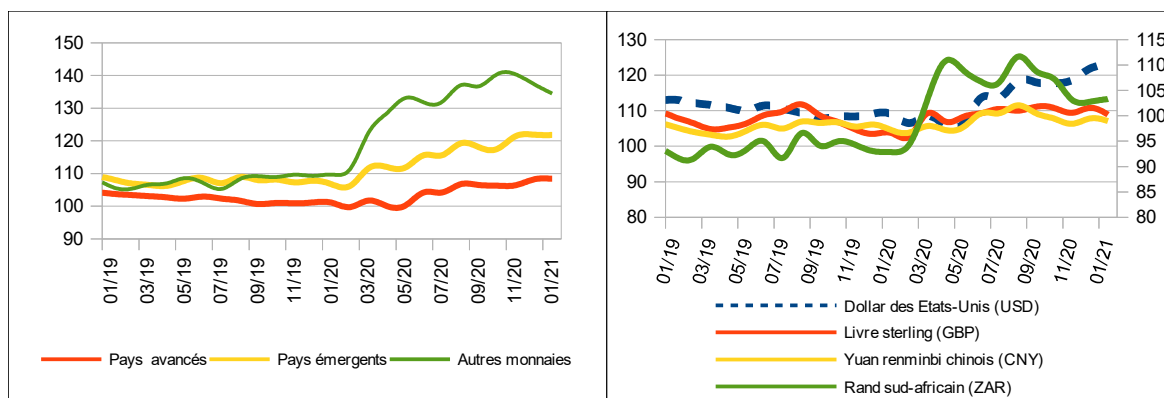


Sources : Reuters, calculs BCEAO

1.4.2. Les taux de change

En janvier 2021, la monnaie européenne s'est légèrement appréciée à l'égard des principales monnaies étrangères. L'appréciation notée face aux devises des pays avancés concerne notamment le dollar américain (+0,6%) et le yen japonais (+0,4%). En revanche, l'euro s'est légèrement déprécié par rapport à la livre sterling (-1,6%).

Graphique 4 : Évolution du taux de change de l'euro face aux principales devises
(Indices, base 100 en 2016)



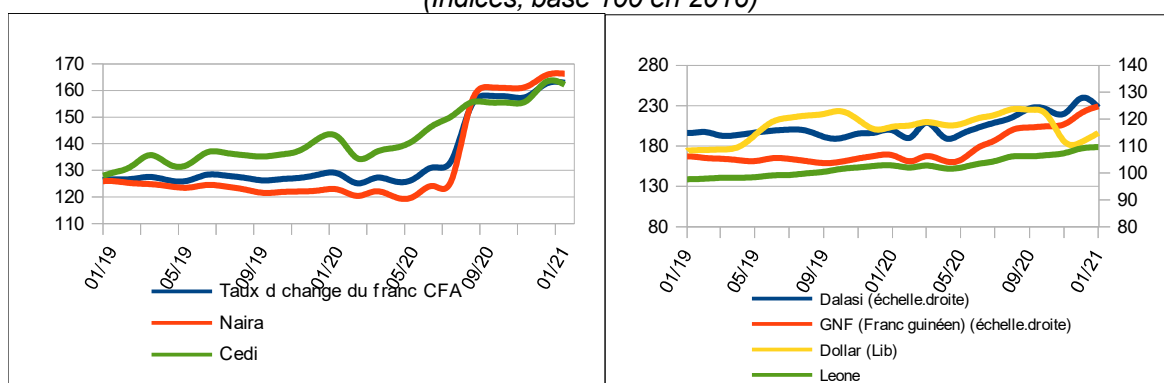
Sources : BdF, calculs BCEAO

Au total, le taux de change de l'euro s'est accru vis-à-vis des devises des pays avancés et de ceux des pays non producteurs de pétrole. Cette tendance haussière a été modérée par l'affaiblissement de l'euro par rapport aux monnaies des principaux pays émergents.

A la même période de l'année 2020, le taux de change de l'euro par rapport aux principales devises étrangères s'est accru, en liaison avec l'appréciation de la monnaie européenne par rapport à celles des autres pays, dont ceux producteurs de pétrole, les pays émergents et les pays avancés.

Dans la sous-région ouest-africaine, le franc CFA s'est légèrement apprécié de 0,3% par rapport aux monnaies des pays de l'Afrique de l'Ouest, après son appréciation en décembre (+3,1%). Les hausses concernent le dollar libérien (+6,3%), le franc guinéen (+2,1%), la leone sierra léonais (+1,0%) et le naira nigérian (+0,4%). Les baisses par rapport au dalasi gambien (-2,7%) et au cedi ghanéen (-0,6%) ont exercé un effet modérateur.

Graphique 5 : Évolution du taux de change des monnaies de l'Afrique de l'Ouest
(Indices, base 100 en 2016)



Sources : AMAO, calculs BCEAO

En variation annuelle, le franc CFA s'est renforcé de 26,6% par rapport aux monnaies d'Afrique de l'Ouest, avec notamment des hausses de +7,3% pour le dalasi gambien, la devise ghanéenne (+14,0%), la lone sierra léonaise (+14,6%), le franc guinéen (+17,1%) et le naira nigérian (+35,5%). La baisse du franc CFA par rapport au dollar libérien (-3,7%) a exercé un léger effet modérateur.

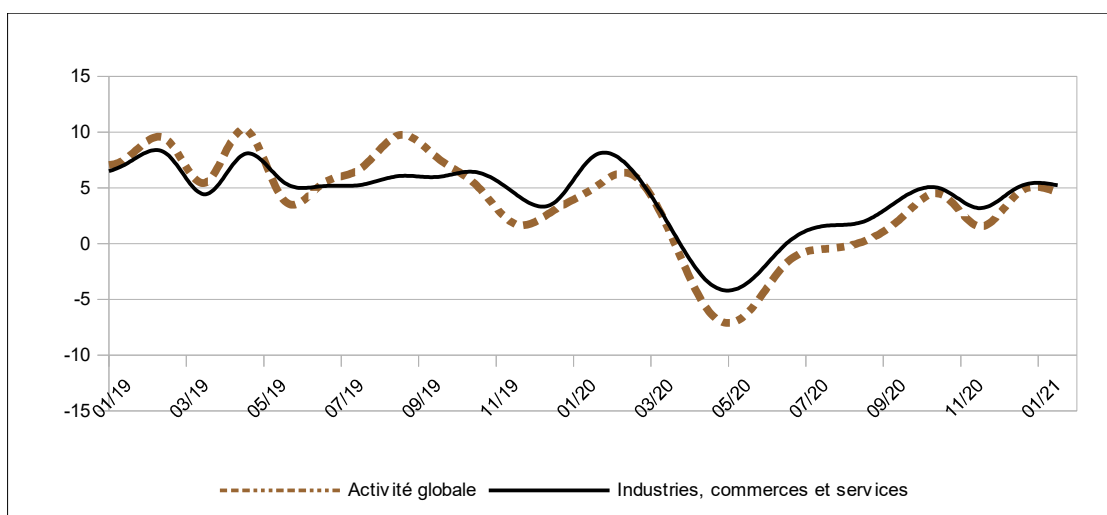
II. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DANS L'UEMOA

2.1. Production de biens et services

Les indicateurs récents de la conjoncture font ressortir une stabilisation du rythme de progression de l'activité économique en janvier 2021. En effet, le taux de croissance des activités hors secteur primaire et administrations publiques, en glissement annuel, s'établirait à 4,6% tout comme en décembre 2020. La poursuite de la baisse des activités des bâtiments et travaux publics (-5,9% contre -3,3% en décembre) et du commerce (-1,3% contre -2,5%) a été compensée par la bonne tenue des secteurs des services marchands (+8,8% contre +8,2%) et de l'industrie (+4,0% contre +5,0%). Les bonnes performances sont localisées au niveau de l'ensemble des pays de l'Union, à l'exception du Mali où l'activité a poursuivi sur sa tendance baissière (-1,0% contre -2,0%). Les hausses les plus importantes sont notées en Guinée-Bissau (+10,6% contre +8,8%), en Côte d'Ivoire (+9,2% contre +9,1%), au Bénin (+3,3% contre +2,7%) et au Togo (+3,2% contre +1,1%).

Graphique 6 : Évolution de l'activité économique, hors secteur primaire et administrations publiques

(en glissement annuel %)



Source : BCEAO

2.1.1 - Production industrielle

L'indice de la production industrielle, corrigé des variations saisonnières (CVS), a continué sur sa tendance haussière, avec une hausse de 1,9% en janvier 2021, après la hausse de 1,1% en décembre 2020.

L'orientation favorable des activités industrielles est attribuable à la hausse des activités manufacturières (+3,2% en janvier 2021 contre -1,6% en décembre 2020) et extractives (+1,1% contre +3,7%), la production d'énergie étant ressortie en baisse (-3,0% contre +5,3%). La croissance de l'industrie manufacturière est liée notamment à l'évolution positive du secteur des textiles et des produits chimiques, ainsi que de fabrication de caoutchouc et matières plastiques et

de produits de l'édition et de l'imprimerie. La hausse des activités extractives est imputable à la hausse de la production d'uranium et des activités relatives aux autres minéraux. En revanche, les baisses enregistrées au niveau de la rubrique "Electricité, Gaz et Eau (-3,0%)" est liée à l'ensemble des composantes (électricité et eau).

Tableau 1 : Evolution de l'indice de la production industrielle, données CVS
(contribution en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle					Glissement annuel	
	2018	2019	2020		2021	2020	2021
	janv	janv	janv	dec	janv(*)	dec	janv.(*)
Production des activités extractives	-1.8	-2.1	-0.3	1.2	0.2	1.3	1.8
dont pétrole brut et gaz naturel	-0.2	-0.7	-0.8	-0.1	-0.3	0.7	1.1
Industries manufacturières	4.7	3.6	3.9	-0.5	1.9	3.5	1.5
dont produits alimentaires et boissons	0.7	0.4	-0.3	-4.1	-1.5	3.4	2.2
textiles	0.3	1.1	1.3	0.7	0.9	0.1	-0.2
produits pétroliers raffinés	-0.5	0.3	0.1	0.3	-0.3	-0.5	-1.0
Electricité, eau et gaz	-0.3	0.0	-0.7	0.4	-0.2	0.2	0.7
Indice Général	2.6	1.6	2.9	1.1	1.9	5.0	4.0

Source : BCEAO,

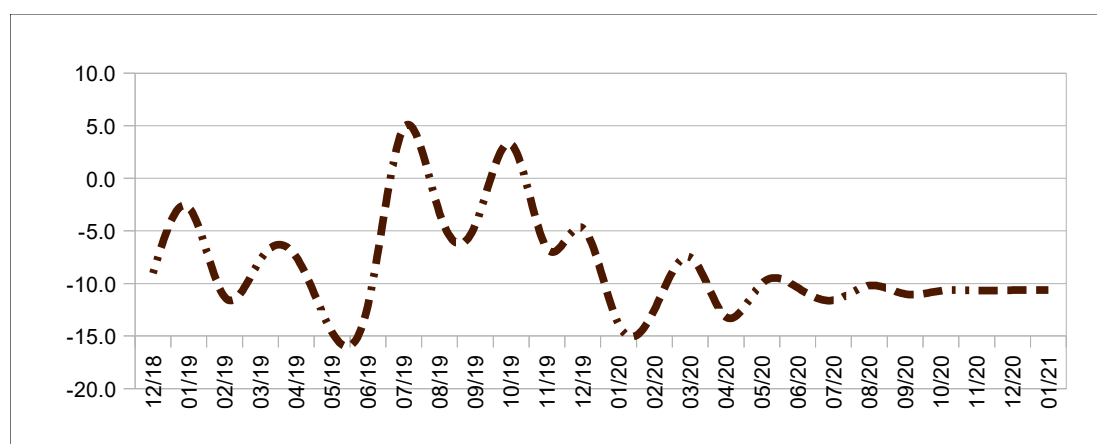
(*) données provisoires

En glissement annuel, la production industrielle a augmenté de 4,0%, après une réalisation de +5,0% en décembre 2020. L'activité industrielle est essentiellement tirée par la production des activités extractives (+6,8% contre +4,7%), avec notamment l'évolution positive de production d'uranium, de pétrole brut et de gaz naturel et de minerais métalliques. La production industrielle a également tiré profit des activités manufacturières (+2,3% contre +5,3%), notamment celles des produits alimentaires et boissons, des produits métallurgiques de base et de caoutchouc et matières plastiques. Cette tendance a été renforcée par la hausse de la production en électricité, eau et gaz (+10,3% contre +3,3%).

2.1.2 - Bâtiments et travaux publics

Au cours du mois de janvier 2021, l'enquête auprès des chefs d'entreprise fait état d'une légère amélioration de l'activité dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP) de l'ordre de 0,1%. La hausse de l'activité dans les BTP serait liée à la reprise progressive des activités après les perturbations causées par la pandémie de la Covid-19. Par pays, la hausse de l'activité des BTP, en glissement mensuel, concerne essentiellement la Guinée-Bissau (indicateur du climat des affaires : +11,5 points à 92,4 points), le Togo (+9,1 points à 92,4 points), le Sénégal (+6,4 points à 104,5 points) et le Mali (+2,2 points à 86,0 points). Les autres pays de l'Union ont connu une baisse des activités de BTP.

Graphique 7 : Evolution de l'activité dans le secteur des BTP de l'UEMOA (en nombre de points)



Source : BCEAO

2.1.3- Activité commerciale

L'indice du chiffre d'affaires (ICA) du commerce a poursuivi sa tendance haussière, en variation mensuelle, avec un accroissement de 1,9% en janvier 2021, après une réalisation de +4,8% en décembre 2020. L'augmentation de l'activité dans le commerce de détail est principalement lié à celle des produits alimentaires, des machines de bureau et matériel informatique, des pièces et accessoires de véhicules automobiles et motocycles, ainsi que de textiles, habillement et articles chaussants. Cette évolution a été atténuée par le repli des ventes des produits pétroliers, des équipements de logement et des produits pharmaceutiques et médicaux.

Tableau 2 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires, données CVS (point de %)

Branches	Variation mensuelle					Glissement annuel	
	2018	2019	2020		2021	2020	2021
	janv	janv	janv	déc	janv(*)	déc	janv. (*)
Produits de l'alimentation	1.6	2.0	2.7	-0.5	6.0	-4.5	-1.4
dont autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs	1.1	0.1	1.1	-1.1	6.0	-4.0	0.7
Équipement de la personne	-0.5	-0.1	0.2	-0.5	0.1	-0.3	-0.5
dont textiles, habillement, articles chaussants et cuirs	-0.5	-0.1	0.2	-0.5	0.1	-0.3	-0.5
Équipement de logement	-3.8	-1.5	-2.1	1.2	-2.3	0.8	0.7
Automobiles, motocycles et pièces détachées	1.0	1.8	2.5	0.7	1.2	1.0	-0.3
dont véhicules automobiles neufs	1.9	0.5	0.5	0.6	0.1	0.7	0.3
Produits pétroliers	-3.4	-2.5	-2.2	2.8	-3.3	-1.4	-2.4
Produits pharmaceutiques et cosmétiques	-0.3	-0.8	-0.6	0.3	-0.2	1.5	1.8
dont produits pharmaceutiques et médicaux	-0.2	-0.8	-0.5	0.3	-0.1	1.4	1.8
Produits divers	1.0	1.2	0.0	0.7	0.4	0.5	0.9
INDICE GLOBAL	-4.4	0.2	0.6	4.8	1.9	-2.5	-1.3

Source : BCEAO

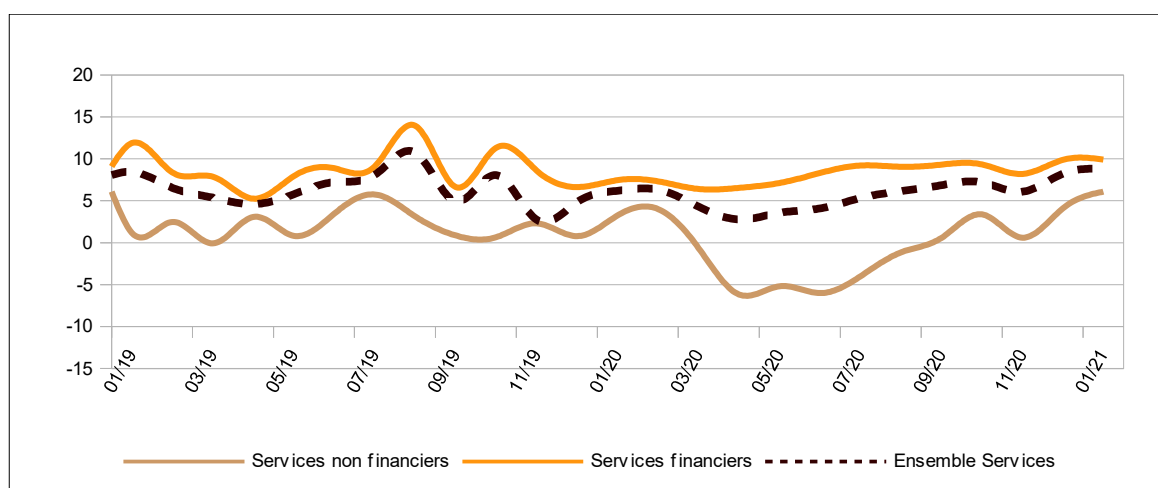
(*) données provisoires

En glissement annuel, le taux d'évolution de l'indice du chiffre d'affaires du commerce est resté négatif, passant de -2,5% en décembre 2020 à -1,3% en janvier 2021. La baisse de l'activité dans le commerce de détail est principalement liée à celle des produits de l'alimentation, de l'équipement de la personne, des ventes des automobiles, motocycles et pièces détachées, ainsi que des produits pétroliers.

2.1.4 - Services marchands

En glissement annuel, l'activité des services marchands a maintenu une tendance haussière (+8,8% contre +8,2%), avec notamment la hausse des services financiers (+9,9% tout comme en décembre 2020). L'accroissement du chiffre d'affaires des services est observé dans tous les pays de l'UEMOA, à l'exception du Niger (-3,5%). Les hausses les plus importantes ont concerné la Côte d'Ivoire (+9,7%), le Bénin (+8,7%), la Guinée-Bissau (+7,9%) et le Mali (+5,8%).

Graphique 8 : Evolution de l'activité dans le secteur des services marchands de l'UEMOA (en variation annuelle %)



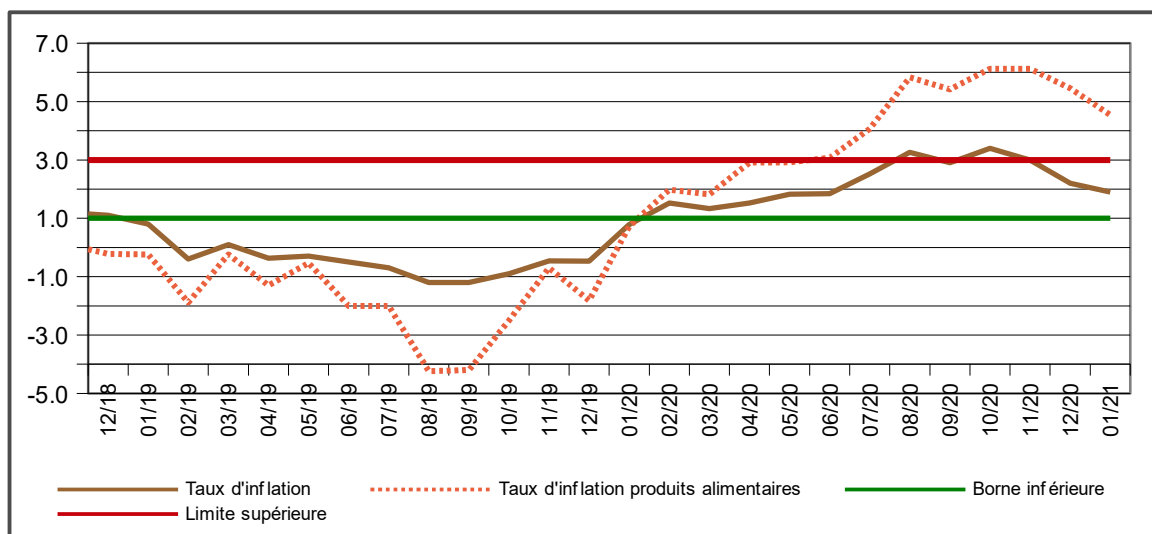
Source : BCEAO

2.2 – Inflation

L'inflation a poursuivi sa tendance baissière dans les pays de l'Union, en liaison notamment avec la décélération du rythme de progression des prix des produits alimentaires et des services de logement ainsi que de transport.

Sur la base des données officielles, le taux d'inflation est ressorti en glissement annuel, à 1,9% à fin janvier 2021, après une réalisation de 2,2% le mois précédent. La légère décélération du rythme de progression des prix est essentiellement imprimée par la composante «Alimentation», dont la contribution à l'inflation totale est passée de 1,8 point de pourcentage en décembre 2020 à 1,5 point de pourcentage en janvier 2021, en lien avec l'amélioration de l'offre de céréales, de légumes ainsi que de tubercules et plantains dans la plupart des pays de l'Union.

Graphique 9 : Evolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation dans l'UEMOA (%)¹



Sources : INS, BCEAO

Le taux d'inflation sous-jacente, calculé en excluant les produits dont les prix sont les plus volatils, s'est établi, en glissement annuel, à 1,6% à fin janvier 2021, après une réalisation de 1,9% le mois précédent.

III. TAUX D'INTERET, LIQUIDITE ET SITUATION MONETAIRE

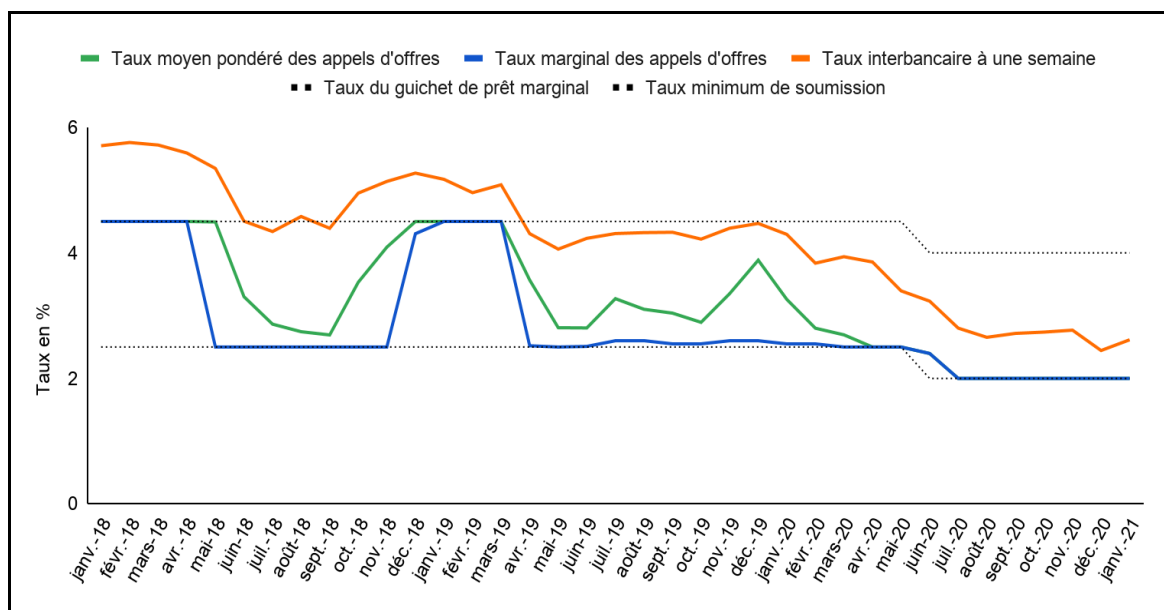
Avec le maintien de l'orientation accommodante de la politique monétaire de la BCEAO depuis le déclenchement de la crise sanitaire, les taux d'intérêt sur le marché monétaire sont demeurés faibles. Cette situation a impacté positivement les conditions de financement de l'économie réelle, avec des coûts de crédit en baisse. Le rythme de progression de la masse monétaire est resté soutenu.

3.1 Taux d'intérêt des marchés monétaire et interbancaire

En ligne avec le maintien de la politique monétaire accommodante de la BCEAO depuis le déclenchement de la crise sanitaire, les taux d'intérêt sur le marché monétaire sont demeurés faibles au cours du mois de janvier 2021. Le taux d'intérêt à une semaine du marché interbancaire est ressorti à 2,61% contre 2,44% un mois plus tôt. En janvier 2020, ce taux se situait à 4,5%. Sur les guichets d'adjudication de la Banque Centrale, les injections de liquidité se sont poursuivies au taux fixe de 2,0% depuis le 24 juin 2020.

¹. Les bornes (inférieure et supérieure) ne concernent que l'inflation global. Par conséquent, elles sont sans objet pour la courbe de l'inflation alimentaire.

Graphique 10 : Evolution mensuelle des taux d'intérêt sur le marché monétaire



Sources : BCEAO

3.2- Taux d'intérêt débiteurs

L'enquête sur les conditions de banques laisse apparaître de faibles des taux d'intérêt débiteurs. Hors charges et taxes, le taux moyen calculé à l'échelle de l'Union **est stable à 6,26%** en janvier 2021. Par pays, une baisse du coût de crédit est notée au Burkina (6,18% contre 7,05%) et au Togo (7,40% contre 7,54%). Les hausses observées au niveau des autres pays, notamment en Côte d'Ivoire (5,75% contre 5,69%), au Sénégal (6,26% contre 6,03%), au Mali (7,50% contre 7,28%) et au Niger (8,42% contre 7,72%) ont compensé la tendance.

3.3. Liquidité bancaire

Au mois de janvier 2021, la liquidité propre des banques est ressortie en hausse de 174,6 milliards, en lien avec l'incidence positive des transferts reçus de l'extérieur et du retour des billets aux guichets des banques.

Le solde des transferts reçus par les banques est ressorti excédentaire de 342,5 milliards, en liaison avec la poursuite des rapatriements de ressources effectuées par les opérateurs économiques. De même, la baisse de l'activité au mois de janvier 2021, en comparaison avec décembre 2020, s'est traduite par un retour des billets aux guichets des banques (+126,4 milliards), confortant la liquidité propre des banques. Cette évolution a toutefois été atténuée par le solde déficitaire (-294,3 milliards) des opérations avec les Etats.

Durant le mois sous revue, les demandes de refinancements des banques ont enregistré une baisse de 501,5 milliards, induisant ainsi une contraction de la liquidité bancaire de 326,9 milliards.

Tableau 3 : Facteurs explicatifs de l'évolution de la liquidité des banques

	(en milliards)		
	janv-20 / déc-19	déc-20 / nov-20	janv-21 / déc-20
Circulation fiduciaire (1)	-119,3	544,9	-126,4
Transferts nets des banques (2)	32,7	551,9	342,5
Opérations des États avec les banques et autres facteurs nets (3)	9,4	489,3	-294,3
Position structurelle de liquidité (4) = (2) + (3) – (1)	161,4	496,4	174,6
Réserves obligatoires (5)	0,0	-5,4	18,4
Hausse (+) ou baisse (-) des besoins de liquidité (6) = (5) – (4)	-161,4	-501,8	-156,1
Refinancements (7)	-193,7	-166,3	-501,5
Variation de la liquidité bancaire (8) = (4) + (7)	-32,3	330,1	-326,9

Source : BCEAO

Au niveau des réserves obligatoires, l'analyse de la mise en œuvre du dispositif, au terme de la période de constitution échue le 15 janvier 2021, fait apparaître une situation excédentaire pour les banques de l'Union par rapport aux réserves requises. Les réserves libres des banques, évaluées sur la période, sont ressorties à 1.704,8 milliards, soit 210,9% des réserves requises.

Tableau 4 : Répartition des refinancements suivant les guichets²

Valeurs en milliards	Encours			Variations	
	janv. 20	déc. 20	janv. 21	déc-20 / nov-20	janv-21 / déc-20
Guichet hebdomadaire	3 686,2	3 893,9	3 624,0	157,0	-269,9
Guichet mensuel	720,0	1 808,1	1 792,5	33,2	-15,5
Guichet de prêt marginal	13,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Guichet spécial de refinancement	0,0	216,0	0,0	-356,5	-216,0
Autres refinancements	94,6	0,0	0,0	0,0	0,0
Refinancement total de la Banque Centrale	4 514,3	5 918,0	5 416,5	-166,3	-501,5

Source : BCEAO

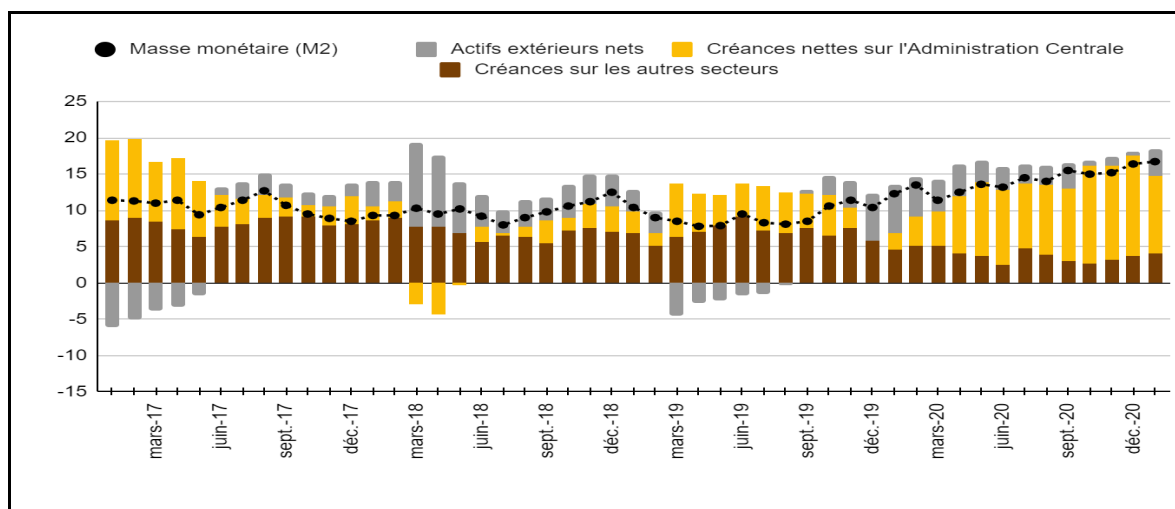
3.4 Situation monétaire

Le rythme de progression de la masse monétaire est resté quasi stable en janvier 2021 comparativement au précédent. En effet, la masse monétaire a enregistré une progression de 5.125,1 milliards ou 16,7% en glissement annuel à fin janvier 2021 contre 16,4% un mois plus tôt. En niveau, elle s'est établie à 35.766,4 milliards, sous l'effet de l'évolution de ses contreparties. Les actifs extérieurs nets se sont accrus de 1.168,8 milliards par rapport à la même période de l'année précédente et les créances intérieures de 4.503,0 milliards, soit une augmentation 14,2%.

Au niveau de ses composantes, l'évolution de la masse monétaire s'est traduite par un accroissement de 20,8% de la circulation fiduciaire et une consolidation des dépôts de 15,6%.

² NB : Les données des encours ne concernent que les banques

Graphique 11 : Contribution à la croissance de la masse monétaire (variation annuelle %)



Source : BCEAO

3.4.1 Les Actifs Extérieurs Nets des institutions de dépôt

En glissement annuel, les avoirs extérieurs nets (AEN) se sont consolidés de 1.168,8 milliards. Cette évolution résulte de la hausse de 1.124,0 milliards des AEN de la Banque Centrale et de 44,8 milliards de ceux des banques.

Les réserves officielles de change de la Banque Centrale ont augmenté, en l'espace d'un an, de 2.193,2 milliards pour ressortir à 12.710,4 milliards, en liaison avec les tirages effectués sur les ressources du FMI et les plus-values sur l'or monétaire.

Le niveau de réserves constituées assure aux économies de l'Union 6,3 mois d'importations de biens et services et correspond à un taux de couverture de l'émission monétaire de 80,6%, contre 77,3% le mois précédent.

3.4.2 Les créances intérieures

Les créances intérieures ont progressé en glissement annuel de 14,2%, pour s'établir à 36.277,0 milliards, en liaison essentiellement avec la hausse des créances nettes sur les administrations publiques centrales (APUC) et des concours à l'économie.

Tableau 5 : Situation monétaire à fin janvier 2021

(Encours en fin de période, en milliards de FCFA sauf indication contraire)								
	Dec-19	Jan-20	Dec-20	Jan-21	Janvier -21			
					Mensuelle (3)	(4)/	Annuelle (4)/(2)	(4)/(2)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(niveau)	(%)	(niveau)	(%)
Masse monétaire	30,600.5	30,641.4	35,612.6	35,766.4	153.8	0.4	5 125.1	16.7
Actifs extérieurs nets	6,939.4	6,775.9	7,137.5	7,944.7	807.3	11.3	1 168.8	17.3
Créances intérieures	31,626.3	31,774.0	36,978.5	36,277.0	-701.5	-1.9	4 503.0	14.2
Créances nettes sur APUC*	8,118.1	8,656.7	12,341.7	11,893.2	-448.5	-3.6	3 236.5	37.4
Créances sur l'économie	23,508.2	23,117.3	24,636.8	24,383.8	-253.1	-1.0	1 266.4	5.5
Source : BCEAO	(*) APUC : Administrations Publiques Centrales							

Le recours des Etats au marché financier de la dette pour le financement des plans de riposte contre la Covid-19 et de relance économique a contribué à accroître les créances nettes des banques sur l'Administration Centrale. Sur les 14,2% de croissance des créances intérieures, les créances nettes sur les APUC ont contribué à hauteur de 10,2 points de pourcentage. En glissement annuel, les APUC ont enregistré une hausse de 2.003,4 milliards ou 23,1% en janvier 2021. En particulier, les concours des banques sous forme d'acquisition de titres publics se sont accrus de 2.869,3 milliards soit une progression de 31,6% en glissement annuel.

Au niveau des autres secteurs résidents, les concours des banques ont évolué à un rythme plus modéré. Le rythme de progression annuel des créances sur l'économie est passé de 4,8% en décembre 2020 à 5,5% en janvier 2021. Les crédits accordés aux ménages et aux ISBLSM ont augmenté, en glissement annuel, de 5,5% contre 2,1% le mois précédent. Par ailleurs, l'encours des crédits accordés aux entreprises privées a enregistré un accroissement de 4,9%, rythme toutefois moins prononcé que celui de 7,6% observé un mois plus. Cependant, les financements de l'économie sous forme de titres et autres participations ont connu un rebond de 9,9% en janvier 2021 après avoir enregistré un recul de -20,0% en glissement annuel un mois plus tôt.

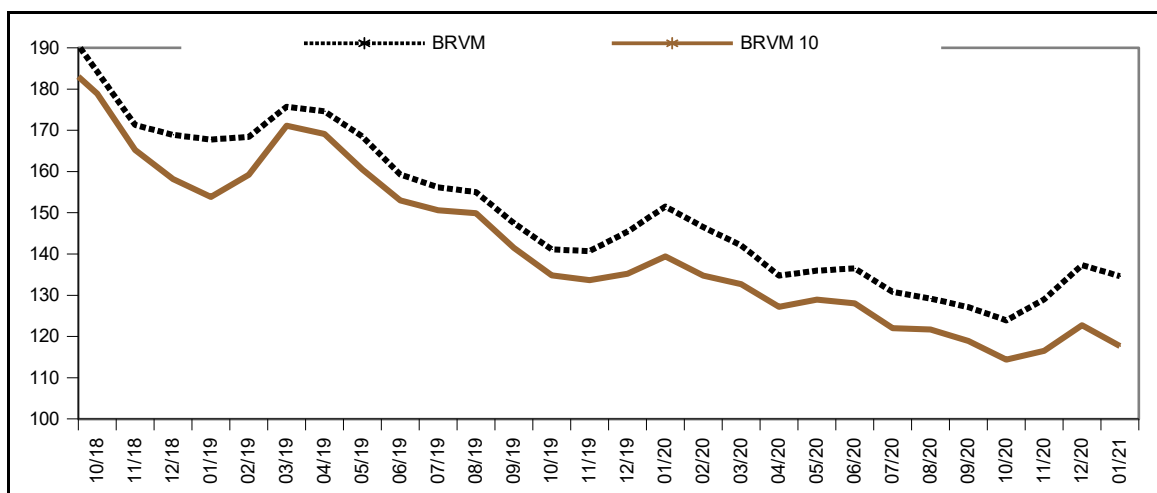
IV. MARCHE FINANCIER DE L'UEMOA

Les activités du marché boursier régional ont baissé en janvier 2021. De même, les Etats ont levé moins de ressources, par rapport au mois de décembre, sur le marché de titres de dette publique.

4.1 Marché boursier de l'UEMOA

Au niveau de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), les principaux indicateurs d'activité du marché se sont contractés en comparaison du mois de décembre 2020. Les indices BRVM 10 et BRVM composite se sont repliés de 4,1% et 2,0% respectivement, s'établissant à 117,7 points et 134,4 points en janvier 2021. La capitalisation boursière s'est cependant légèrement renforcée de 0,7% d'un mois à l'autre, dont 1,6% au titre des obligations.

Graphique 12 : Evolution des indices boursiers de la BRVM (en nombre de points)



Source : BRVM

En glissement annuel, les indices BRVM composite et BRVM 10 ont reculé respectivement de 11,2% et 15,6%. La baisse est généralisée au niveau de l'ensemble des secteurs d'activité, à l'exception de celui de l'industrie et de l'agriculture. Les plus forts reculs sont notés au niveau des secteurs des transports, des services publics, et de la distribution.

4.2.- Marché des titres de la dette publique

Au cours du mois de janvier 2021, le volume des ressources levées sur le marché financier régional a baissé de 418,4 milliards par rapport au mois précédent, pour s'établir à 540,9 milliards, dont 191,6 milliards de bons et 349,3 milliards d'obligations. Cette évolution traduit le recul de 652,2 milliards des bons par rapport à décembre 2020, dont l'impact a été atténué par une augmentation des levées de ressources sur les obligations pour un montant de 233,8 milliards.

Le repli des ressources mobilisées sur le marché, en variation mensuelle, est notamment liée aux émissions intervenues au titre de la quatrième phase des « bons Covid » pour un montant de 445,0 milliards en décembre 2020. Pour rappel, ces bons avaient été émis de manière infra-annuelle sur l'année 2020 et n'ont pas fait l'objet de prorogation au début de l'année 2021.

En variation annuelle, le montant des titres publics souscrits a augmenté de 148,5 milliards par rapport à son niveau de janvier 2020. Le taux de couverture³ des émissions est ressorti, en moyenne, à 212,9% en janvier 2021 contre 272,2% un an auparavant. Les bons ont représenté 35,4% des émissions.

^{3/} Le taux de couverture est défini par le montant des souscriptions rapporté au montant sollicité lors du lancement de l'émission.

Tableau 6 : Ressources mobilisées par les Etats en janvier 2021 (en milliards)

	2020		Janvier 2021	Variation (mds)	
	janvier	décembre		mensuelle	annuelle
Bons	197,6	843,8	191,6	-652,2	-6,0
Obligations	194,8	115,5	349,3	233,8	154,5
Total	392,4	959,3	540,9	-418,4	148,5

Sources : Agence UMOA - Titres, BCEAO

Sur le compartiment des bons du Trésor, les taux d'intérêt moyens pondérés⁴ ont évolué à la hausse d'un mois à l'autre, passant de 2,95% en décembre 2020 à 3,80% en janvier 2021. Le taux d'intérêt moyen pondéré est cependant ressorti en baisse par rapport à janvier 2020 où il était de 4,50%.

Pour les émissions obligataires, le taux de rendement moyen⁵ s'est également inscrit en hausse pour se situer à 6,07% au cours de la période sous revue, contre 5,89% en décembre 2020. Comparativement au mois de janvier 2020 (6,01%), il a enregistré une légère hausse de 6,0 points de base.

Tableau 7 : Evolution des taux d'intérêt des émissions de titres par les Etats en janvier 2021*(En pourcentage)*

	2020		Janvier 2021	Variation	
	janvier	décembre		mensuelle	annuelle
Bons	4,50	2,95	3,80	0,85	-0,70
Obligations	6,01	5,89	6,07	0,18	0,06

Source : Agence UMOA-Titres

Sur les marchés internationaux des capitaux, le Bénin a levé des euro-obligations pour un montant global de 1,0 milliard d'euros (environ 656,0 milliards de francs CFA), dont 700 millions sur une maturité finale de 10 ans, avec un coupon de 4,875% et 300 millions, sur une échéance de 30 ans, assortie d'un coupon de 6,875%.

4/ Le taux moyen pondéré correspond au taux moyen sur les soumissions pondéré des montants retenus.

5/ Le taux de rendement moyen correspond au taux de rentabilité actuariel obtenu en gardant l'obligation jusqu'à l'échéance.

V. PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'UEMOA

La contraction de l'économie mondiale en 2020 devrait être légèrement moins sévère qu'attendu, du fait essentiellement d'une moindre baisse dans les économies avancées et d'un redémarrage plus solide en Chine. Les dernières prévisions de croissance pour 2021 du Fonds Monétaire International (FMI) ont également été revues à la hausse, en raison des mesures de soutien supplémentaires prises dans les grands pays et du renforcement attendu de l'activité économique grâce aux vaccins. En effet, selon le FMI, ces facteurs compenseront les effets de la recrudescence des infections sur la dynamique économique à court terme.

Dans ces conditions, le FMI prévoit une remontée du taux de croissance du PIB mondial en 2021 à +5,5%, après une contraction de 3,5% en 2020. Le FMI souligne que la croissance pourrait se montrer inférieure aux prévisions si la recrudescence du virus (et de ses nouveaux variants) s'avère difficile à maîtriser. Les effets négatifs seront d'autant plus importants, si les comportements de distanciation et les mesures de confinement sont plus stricts qu'attendu.

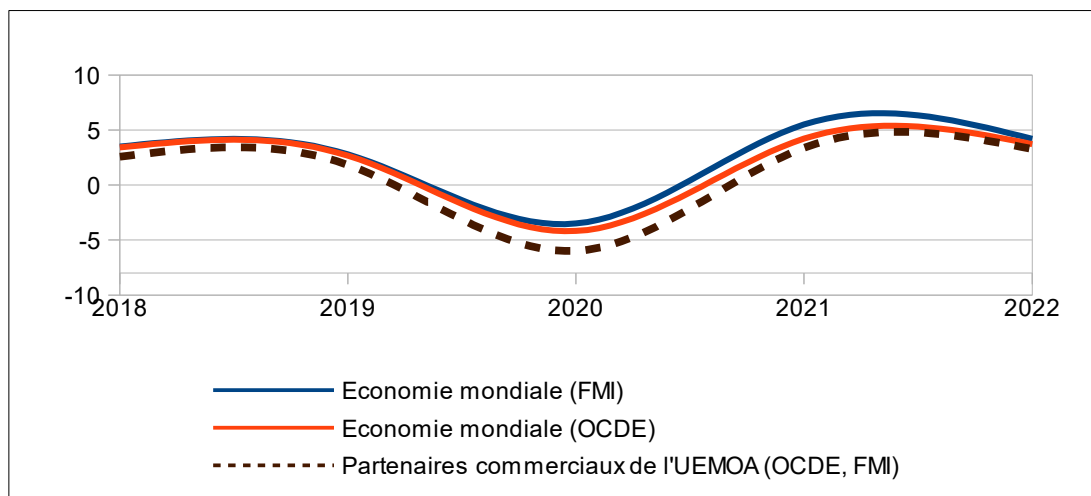
Au plan interne, sur le premier trimestre 2021, la reprise des économies de l'Union, entamée en juin 2020, se renforcerait. Elle serait tirée par la hausse attendue de la demande intérieure et extérieure, du fait de la levée des mesures restreignant certaines activités (transport, tourisme, hôtellerie, etc.). La tendance haussière des cours internationaux de la plupart des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA aurait des effets positifs sur le budget des Etats de l'Union. Les plans de riposte et de relance des États ainsi que les mesures prises par les autorités monétaires de l'Union, notamment la baisse des taux directeurs et l'alignement de l'offre de la monnaie centrale aux besoins des banques, afin d'atténuer l'impact économique de la pandémie sur le système bancaire et le financement des activités économiques, continueraient de renforcer la vigueur de la croissance.

5.1. Environnement international

5.1.1. Activité économique

Selon la dernière mise à jour des perspectives de l'économie mondiale du Fonds Monétaire International (FMI), parues le 25 janvier 2021, la chute de la croissance mondiale en 2020 devrait être légèrement moins sévère qu'attendu. L'Institution estime que le produit intérieur brut (PIB) mondial se contracterait de 3,5% en 2020, soit une amélioration de 0,9 point de pourcentage par rapport aux prévisions d'octobre 2020. Cette révision à la hausse des prévisions reflète la reprise plus vigoureuse que prévu, en moyenne, dans toutes les régions du monde au deuxième semestre 2020. Les prévisions de croissance pour 2021 du FMI ont également été revues à la hausse de 0,3 point de pourcentage, en raison des mesures de soutien supplémentaires prises dans les grands pays et du renforcement attendu de l'activité économique grâce aux vaccins. L'Institution table désormais sur une progression de la croissance mondiale de +5,5% en 2021 et 4,2% en 2022. Quant à la Banque Mondiale, elle reste moins optimiste et prévoit un rebond de l'économie mondiale de 4,0% en 2021, après une récession de 4,3% en 2020.

Graphique 13 : Dynamique de l'économie mondiale à moyen terme (%)



Sources : OCDE, FMI, calculs BCEAO

Aux Etats-Unis, l'activité se renforcerait en 2021, car la vaccination en cours permettrait un assouplissement des mesures de lutte contre la pandémie. La croissance américaine devrait se situer à 5,1% en 2021, selon le FMI.

Dans la zone euro, la Commission Européenne (CE) estime que les perspectives à court terme de l'économie de la région semblent plus faibles que prévu à cause de la pandémie. En effet, la recrudescence des infections depuis l'automne, ainsi que l'apparition de nouvelles variantes plus contagieuses ont contraint de nombreux États membres à réintroduire ou à renforcer les mesures restrictives. Toutefois, au fur et à mesure que les campagnes de vaccination prennent de l'ampleur, les mesures restrictives devraient progressivement se relâcher et l'activité redémarrerait modérément au deuxième trimestre 2021 pour se consolider au troisième trimestre 2021. Cette bonne perspective serait tirée notamment par la consommation privée et le soutien supplémentaire du commerce mondial. Dans l'ensemble, la CE prévoit que le PIB de la zone augmenterait de 3,8% en 2021 après une contraction de 6,8% en 2020. Le FMI, quant à lui, table sur une croissance de 4,2% en 2021.

Tableau 8 : Prédiction du taux de croissance, en glissement annuel (%)

	Réalizations			Estimation	Prédiction
	T4-2018	T4- 2019	T3- 2020	T4- 2020	T1- 2021
Economies avancées	1.4	1.3	-3.6	-3.3	1.1
<i>Etats-Unis</i>	2.5	2.3	-2.9	-2.4	0.4
<i>Zone euro</i>	1.2	1.0	-4.3	-5.0	1.5
<i>Japon</i>	-0.2	-0.7	-5.7	-1.1	3.2
<i>Royaume Uni</i>	1.4	1.1	-9.6	1.3	2.9
Economies émergentes	2.7	1.7	-3.8	2.3	2.3
<i>Chine</i>	6.5	6.0	4.9	6.5	7.4
<i>Inde</i>	5.7	4.1	-3.6	4.4	2.0
<i>Brésil</i>	1.3	1.6	-3.9	-3.9	1.2
<i>Autres (Russie et AFS)</i>	0.3	-0.5	-5.8	0.6	0.6
Pays partenaires de l'UEMOA	1.3	1.0	-3.3	-0.9	-0.4
<i>Suisse</i>	1.4	1.5	-1.7	-1.7	1.1
<i>Afrique du Sud</i>	0.2	-0.6	-6.1	0.6	0.7
<i>Autres (France, Pays-Bas et Etats-Unis)</i>	2.3	1.9	-2.7	-0.6	-0.6

Sources : OCDE, calculs BCEAO

Au Royaume-Uni, selon la Banque d'Angleterre (BoE), les perspectives économiques restent inhabituellement incertaines et dépendront de l'évolution de la pandémie et des mesures prises pour protéger la santé publique dans le monde, ainsi que des réactions des ménages, des entreprises et des marchés financiers à ces évolutions. La BoE estime que le PIB du pays s'est contracté de 8% au quatrième trimestre 2020. Néanmoins, l'activité économique devrait se redresser rapidement pour se rapprocher des niveaux d'avant la pandémie en 2021, en lien avec programme de vaccination et les importantes mesures de politique budgétaire et monétaire prises pour soutenir l'économie. La BoE table sur une croissance de 5% en 2021, après une contraction de 10% en 2020. Le FMI, pour sa part, projette une augmentation du PIB britannique à 4,5% en 2021.

Au Japon, la croissance du PIB réel baisserait de 5,6% en 2020 selon la Banque centrale du pays (BoJ), reflétant une forte contraction de la consommation privée, du fait d'une résurgence de la pandémie et du renforcement des mesures de restriction. La BoJ estime que l'économie japonaise devrait croître de 3,9% en 2021 à mesure que l'impact de la pandémie faiblirait. Le FMI, quant à lui, table sur une croissance de 3,1% en 2021.

Dans les pays émergents, selon le FMI, l'activité économique devrait se contracter de 2,4% en 2020, en raison de la pandémie de la Covid-19. Cette dernière devrait infliger des dommages à long terme aux perspectives de croissance des pays émergents, en déprimant les investissements et le capital humain. La croissance globale de ces pays devrait se raffermir à 6,3% en 2021. Cette reprise reflète principalement le rebond attendu de la Chine. L'économie chinoise devrait croître de 2,3% en 2020, soit le rythme le plus lent depuis 1976. Le niveau de production devrait remonter à 8,1% en 2021.

Au Brésil, l'amélioration de la confiance des consommateurs et les conditions de crédit favorables soutiendraient la demande intérieure, poussant la croissance de 2021 à 3,6%, après une contraction de 4,5% en 2020, selon le FMI. En Inde, après un repli de l'activité économique de 8% en 2020, sous l'effet de la pandémie, la croissance devrait revenir à 11,5% en 2021.

En Afrique subsaharienne, selon les dernières estimations du FMI, la production s'est contractée de 2,6% en 2020, à la suite des perturbations provoquées par la pandémie de la Covid-19 et les mesures de confinement qui s'en sont suivies. La Région devrait enregistrer un redressement modéré en 2021, avec un taux de croissance de +3,2%. La reprise de la consommation et de l'investissement privé pourrait être plus lente que prévu antérieurement, mais les exportations devraient s'accélérer

progressivement, à la faveur de la relance des activités des principaux partenaires commerciaux.

En Afrique du Sud, la croissance devrait rebondir à 2,8% en 2021, après une baisse de 7,5% en 2020, en lien particulièrement avec la pandémie et aux mesures strictes de confinement prises dans le pays. L'économie nigériane, quant à elle, a reculé de 3,2% en 2020 selon le FMI. Le Nigeria devrait afficher une croissance de 1,5% en 2021. Au Ghana, la production progresserait de 1,1% en 2020 puis à 1,4% en 2021 selon les prévisions de la Banque Mondiale..

5.1.2. Inflation dans les pays partenaires

L'inflation devrait être légèrement plus élevée sur les premiers mois de 2021 par rapport au trimestre dernier de 2020, du fait des effets de base. La récession mondiale, induite par la pandémie, laisse son impact sur les facteurs mondiaux et nationaux qui sous-tendent l'évolution des prix. Les projections sont sujettes, à des incertitudes importantes et à des risques élevés, principalement liés à l'évolution de la pandémie et au succès des campagnes de vaccination.

Selon les groupes de pays, l'évolution de l'inflation se présente comme suit :

Tableau 9 : Prévision du taux d'inflation, en variation annuelle (%)

	Réalizations			Estimations	Prévisions
	Dec-18	Dec-19	Dec-20	Jan-21	Feb-21
Economies avancées	1.34	1.12	-0.19	0.54	0.50
<i>Etats-Unis</i>	1.91	2.29	1.36	1.40	1.30
<i>Zone euro</i>	1.50	1.30	-0.30	0.90	0.80
<i>Autres</i>	0.93	0.47	-0.52	-0.29	-0.29
Economies émergentes	4.33	5.72	3.03	3.24	3.24
<i>Chine</i>	1.90	4.50	0.70	1.00	1.00
<i>Inde</i>	5.24	9.63	3.69	4.10	3.70
<i>Brésil</i>	4.40	4.03	3.08	4.60	3.16
<i>Autres</i>	4.01	3.68	4.71	4.88	4.88
Pays partenaires de l'UEMOA	2.03	1.91	0.76	1.05	1.05
<i>Suisse</i>	0.69	0.16	-0.81	-0.54	-0.54
<i>Afrique du Sud</i>	4.40	4.03	3.08	3.16	3.30
<i>Autres</i>	1.94	2.51	1.17	1.48	1.48
Pays voisins de l'UEMOA	11.09	11.26	14.88	15.34	15.34
<i>Nigeria</i>	11.44	11.98	15.80	16.50	16.50
<i>Ghana</i>	9.43	7.90	10.60	9.90	9.90

Sources : OCDE, sites et revues spécialisés, calculs BCEAO

5.1.3. Prix des produits de base

Sur les marchés des matières premières, les prix des produits agricoles exportés par les pays de l'Union enregistreraient des évolutions à la hausse entre janvier et février 2021. S'agissant des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'Union, leurs prix se renforceraient également sur la proche période.

La bonne tenue des cours internationaux concerne tous les produits de base exportés par les pays de l'Union, à l'exception de ceux de la noix de cajou et de l'or. Les marchés des matières premières seraient en général soutenus par la bonne tenue de l'activité industrielle en Chine et les campagnes de vaccination à travers le monde, qui accentuent les chances de la reprise de la demande mondiale.

Tableau 10 : Estimations des cours des matières premières (variation mensuelle en %)

Principales matières premières	Réalisations					Prévisions
	Dec 18	Dec 19	Nov 20	Dec 20	Jan 21	Feb 21
Produits exportés	-1.6	0.9	1.7	2.7	2.1	1.1
Pétrole	-13.1	5.0	6.2	14.7	9.8	12.8
Café robusta	-7.4	-0.1	6.7	-1.1	-2.0	2.5
Cacao	1.1	-2.9	2.9	1.9	-0.7	0.1
Coton	-1.1	3.7	2.8	4.9	8.7	7.6
Huile de palme	-25.5	16.7	13.1	12.3	7.8	5.0
Huile de palmiste	6.1	31.7	33.4	13.0	9.3	1.2
Caoutchouc	3.4	4.9	3.9	2.6	-0.2	4.1
noix de cajou	-6.9	3.2	2.9	3.6	-0.7	-3.8
Or	2.6	0.6	-1.6	-0.7	0.6	-2.9
Produits importés	1.2	3.5	3.3	3.0	11.5	4.0
Huile de soja	1.8	5.6	10.7	7.9	8.7	6.6
Blé	2.6	4.9	-1.5	0.3	9.4	-1.1
Riz	-2.2	5.7	-0.8	-0.7	5.0	-0.5
Maïs	3.1	1.5	4.2	4.5	18.8	6.3

Sources : Reuters, calculs BCEAO

La réduction de la production saoudienne et aux États-Unis, induite par le temps froid qui couvre la majeure partie du pays, ainsi que l'annonce d'un nouveau plan de relance américain maintiendraient les prix du pétrole dans une dynamique haussière. La forte demande résultant d'une reprise plus forte qu'attendu de la commande des usines en Chine et en Inde, conjuguée à une perspective de contraction des stocks américains, stimuleraient les prix du coton. La chute de la production plus que prévu à son plus bas niveau depuis février 2016 (en baisse de 15,5%), en raison d'un temps pluvieux et d'une pénurie de main-d'œuvre, induite par la pandémie à coronavirus, renforcerait les cours de l'huile de palmiste et de l'huile de palme. Une hausse de la demande, en lien avec l'accélération de la production automobile en Chine et au Japon, renforcerait les cours du caoutchouc. Les faibles niveaux de production de caoutchouc dans les pays d'Asie du Sud-Est accentueront la tendance.

En revanche, les importantes récoltes au Vietnam, premier producteur mondial, devraient tirer les cours du café à la baisse. Les cours de l'or continueraient sur une tendance baissière, en lien notamment avec la hausse du dollar, ainsi que la hausse des rendements des obligations d'État dans le monde et la baisse des incertitudes du fait de la disponibilité des vaccins.

Les prix des principaux produits alimentaires importés dans l'UEMOA augmenteraient au cours de la proche période. Cette tendance haussière serait localisée au niveau de l'huile de soja et du maïs. La baisse attendue au niveau des prix du blé et du riz exercerait un effet modérateur.

Les prix de l'huile de soja seraient renforcés par les inquiétudes persistantes sur les récoltes en Amérique du Sud et les commandes d'achat annoncées par le Ministère américain de l'agriculture. La révision à la baisse des perspectives de production, en particulier aux États-Unis d'Amérique, en Ukraine et dans les pays de l'Union européenne, et la bonne tenue de la demande chinoise tireraient les prix du maïs à la hausse. En revanche, un temps plus favorable dans les plaines américaines avec davantage de pluies et d'humidité qui laisse entrevoir une augmentation de la production, impacterait négativement les prix du blé.

5.2. Perspectives de croissance dans l'UEMOA

Pour le mois de février 2021, les économies de l'Union renforceraient la reprise, entamée en juin 2020. Elle serait tirée par la hausse attendue des demandes intérieure et extérieure, du fait de la levée des mesures restreignant certaines activités (transport, tourisme, hôtellerie, etc.). La tendance

hausnière des cours internationaux de la plupart des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA auraient des effets positifs sur le budget des Etats de l'Union. Cependant, la dégradation de la situation sanitaire dans certains pays de l'Union amoindrirait le profil ascendant des économies de l'Union.

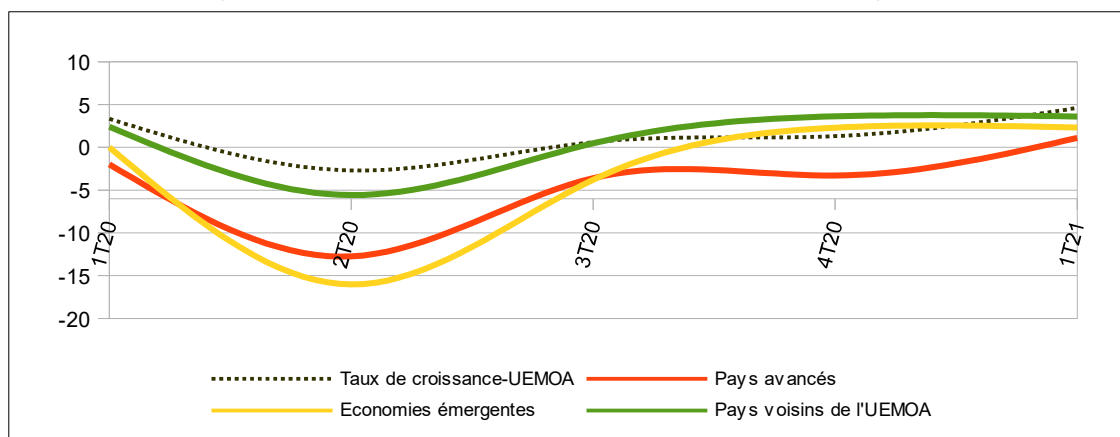
Selon les résultats de l'enquête de conjoncture de la BCEAO, l'activité économique serait bien orientée dans l'ensemble des secteurs, y compris de celui des bâtiments et travaux publics qui était auparavant affaibli par la baisse de la demande et les difficultés de financement. Les chefs d'entreprises interrogés anticipent une hausse de leurs activités, en lien avec l'accroissement de la demande, avec une nette accélération au niveau des services marchands et des activités industrielles.

Selon les estimations effectuées par la BCEAO, sur la base des résultats susvisés et les dernières informations disponibles, l'activité économique, en variation annuelle, maintiendrait sa tendance haussière au premier trimestre 2021 (+4,6%), après une réalisation de +1,3% le trimestre précédent. Les performances économiques au premier trimestre 2021 seraient tirées par la bonne tenue des services, des secteurs agricole et de l'industrie manufacturière, du fait de la levée des restrictions imposées par les Etats et de la mise en œuvre de plans de relance.

Du côté de la demande, les dépenses de consommation se sont renforcées, ainsi que celles d'équipement. Elles sont soutenues par les mesures d'urgence de relance et les conditions de financement favorables. Toutefois, comparé au même trimestre de l'année précédente, le déficit commercial de l'Union s'est creusé de 75,8 milliards, pour ressortir à 119,4 milliards, du fait d'un repli des exportations (-1,7%) dans un contexte de quasi-stabilité des importations. Au total, la hausse de la demande intérieure, avec la bonne tenue des investissements dans le secteur privé et des dépenses des États, a plus que compensé la contribution négative du commerce extérieur aux performances des économies de l'Union.

Tous les indicateurs conjoncturels récents laissent anticiper une orientation favorable des économies de l'Union.

Graphique 14 : Dynamique récente de l'activité économique des pays de l'UEMOA (%)



Sources : OCDE, sites et revues spécialisés, calculs BCEAO

En 2021, le PIB de la zone croîtrait de 5,2%, en lien avec le renforcement de la demande intérieure et du renforcement des dépenses d'équipement.

Tableau 11 : Prévisions de taux de croissance des pays de l'UEMOA (%)

	Croissance trimestrielle					Croissance annuelle		
	Réalizations			Estimat.	Prévision	Réalisat.	Estimat.	Prévision
	4T-2018	4T-2019	3T-2020	4T-2020	1T-2021	2019	2020	2021
BENIN	6.9	5.7	2.5	3.4	4.4	6.9	2.3	5.7
BURKINA	6.7	4.3	2.3	2.6	4.1	5.7	2.5	4.9
COTE D'IVOIRE	7.0	4.8	1.5	1.9	5.8	6.2	1.8	5.7
GUINEE-BISSAU	4.2	1.9	-3.0	-1.7	4.5	4.5	-2.3	5.2
MALI	5.7	1.8	-3.1	-1.5	3.6	4.8	-2.0	4.2
NIGER	7.6	3.8	1.1	2.0	4.4	5.9	1.2	5.2
SENEGAL	6.4	2.6	-1.4	-0.6	3.0	4.4	1.5	4.7
TOGO	5.9	4.6	-0.5	0.2	3.4	5.5	0.7	5.1
UEMOA	6.7	4.1	0.6	1.3	4.6	5.7	1.0	5.2

Sources : BCEAO

5.3. Perspectives d'évolution de la situation monétaire de l'Union

Dans les mois à venir, selon le communiqué de presse de la session de mars 2021 de son Comité de Politique Monétaire, la BCEAO continuera à mettre en oeuvre une politique monétaire assurant la stabilité des prix, tout en soutenant le retour à une croissance forte. La BCEAO maintiendrait ainsi ses adjudications à taux fixe minimal de 2,0% et servirait la totalité des soumissions des banques de l'UEMOA sur l'ensemble de ses guichets. Les conditions de mobilisation de ressources au niveau des marchés monétaires devraient ainsi restées favorables, avec l'ouverture d'un guichet de relance.

Selon les estimations, la masse monétaire de l'Union se situerait à 35.987,2 milliards en février 2021 contre une réalisation de 30.936,4 milliards un an plus tôt. La hausse de 5.050,8 milliards (ou +16,3%) qui en résulterait serait imputable à la progression de 5.149,6 milliards (+16,0%) des créances intérieures. Les AEN se dégraderaient de 682,0 milliards.

En particulier, l'accroissement des créances intérieures serait lié à la hausse attendue, en glissement annuel, des créances nettes sur les unités de l'administration publique centrale (+3.979,0 milliards ou +43,5%) et à celle des créances sur l'économie (+1.170,6 milliards ou +5,1%).

Sous l'angle de ses composantes, l'accroissement de la masse monétaire se traduirait à fin décembre 2020, en glissement annuel, par la hausse des dépôts (+3.681,3 milliards soit 15,4%) et de la circulation fiduciaire (+1.369,5 milliards soit 19,6%).

5.4. Perspectives d'inflation

Les informations disponibles à ce jour font état d'une décélération du rythme de progression de l'inflation en glissement annuel à 1,8% à fin février 2021, après une réalisation de 1,9% le mois précédent. La légère décélération du rythme de progression du niveau général des prix est essentiellement imputable à la baisse des prix des produits alimentaires dans la plupart des pays de l'Union. En effet, sa contribution à l'inflation totale passerait de 1,6 point de pourcentage en janvier 2021 à 1,4 point de pourcentage en février 2021, en lien avec l'amélioration de l'offre de céréales, de légumes ainsi que de tubercules et plantains dans la plupart des pays de l'Union. Toutefois, le renchérissement des produits alimentaires importés atténuerait cette tendance baissière des prix. A cet effet, l'indice FAO (Food and agriculture Organisation) des prix des produits alimentaires, qui s'est accru de 10,5% en janvier 2021, renforcerait son élan en février 2021 (+16,7%). L'accélération serait plus marquée au niveau des prix des huiles végétales et des céréales.

Tableau 12 : Evolution de l'inflation au sein de l'UEMOA par fonction (contribution en point de %)

Fonctions	Réalizations							Prévision
	Dec 17	Dec 18	Dec 19	Jul 20	Nov 20	Dec 20	Jan 21	Feb 21
Produits alimentaires et boissons	0.5	0.0	-0.5	1.7	2.3	1.8	1.5	1.4
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0.1	0.0	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0
Habillement	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Logement	0.0	0.3	0.2	0.1	0.1	-0.1	-0.1	-0.1
Ameublement	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1
Santé	0.1	0.1	-0.1	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1
Transport	0.1	0.3	0.1	0.2	0.1	0.0	0.0	0.0
Communication	-0.2	0.1	-0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Loisirs et culture	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Enseignement	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.0	0.1
Restaurants et Hôtels	0.2	0.0	0.0	0.1	0.2	0.2	0.1	0.1
Autres biens	0.1	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1	0.0
Ensemble	0.9	1.1	-0.5	2.5	3.0	2.2	1.9	1.8

Sources : INS, BCEAO

La reprise de la demande mondiale, suite au démarrage des campagnes de vaccination dans de nombreux pays ayant permis l'assouplissement des mesures de confinement liées à la Covid-19, et les perspectives de réduction de l'offre en lien avec les conditions météorologiques défavorables dans certaines parties du monde expliquent le maintien de la tendance haussière des prix des produits alimentaires importés.

Sur la proche période, le taux d'inflation poursuivrait son ralentissement, en s'établissant à 1,7% en mars 2021, en raison essentiellement d'une décélération du rythme de progression des prix des produits alimentaires locaux. Cette baisse des prix des produits alimentaires est imputable à l'amélioration de l'offre de céréales, de légumes ainsi que de tubercules et plantains dans la plupart des pays de l'Union. Pour l'ensemble de l'année 2021, le taux d'inflation s'établirait à +1,8%, après une réalisation de +2,1% en 2020, sous l'influence de l'assouplissement des mesures restrictives prises dans le cadre de la lutte contre la Covid-19 et la hausse de la production vivrière attendue.



ANNEXES STATISTIQUES

Tableau A.1: Variation du chiffre d'affaires par branche

Tableau A.2: Indice de la production industrielle par branche

Tableau A.3 : Niveau des réserves libres selon la présence au refinancement

Tableau A1 : Evolution du chiffre d'affaires par branche, (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle					Glissement annuel	
	2018	2019	2020		2021	2020	2021
	janv	janv	janv	dec	janv.(*)	déc	janv.(*)
PRODUITS DE L'ALIMENTATION	1.6	2.0	2.7	-0.5	6.0	-4.5	-1.4
Produits non transformés de l'agriculture, de la chasse ou de la sylviculture	0.4	2.1	1.7	0.5	0.0	-0.3	-2.0
Produits non transformés de la pêche, de la pisciculture ou de l'aquaculture	0.0	-0.2	0.0	0.1	0.0	-0.2	-0.2
Autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs	1.1	0.1	1.1	-1.1	6.0	-4.0	0.7
EQUIPEMENT DE LA PERSONNE	-0.5	-0.1	0.2	-0.5	0.1	-0.3	-0.5
Textiles, habillement, articles chaussants et cuirs	-0.5	-0.1	0.2	-0.5	0.1	-0.3	-0.5
Montres, horloges, bijoux et pierre précieuses	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		
EQUIPEMENT DU LOGEMENT	-3.8	-1.5	-2.1	1.2	-2.3	0.8	0.7
Ameublement, équipements et produits ménagers	-0.8	-0.3	-0.4	0.4	-1.0	0.5	-0.2
Matériaux de construction, quincaillerie, peintures, verres et articles de verre	-3.0	-1.1	-1.7	0.8	-1.2	0.3	0.8
AUTOMOBILES, MOTOCYCLES ET PIECES DETACHEES	1.0	1.8	2.5	0.7	1.2	1.0	-0.3
Véhicules automobiles neufs	1.9	0.5	0.5	0.6	0.1	0.7	0.3
Véhicules automobiles usagers	-0.1	0.3	0.1	0.0	0.1	0.0	0.0
Motocycles neufs	-1.5	1.2	1.0	0.2	0.4	0.3	-0.3
Motocycles usagers	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		
Pièces et accessoires de véhicules automobiles et de motocycles neufs	0.7	-0.2	0.9	-0.1	0.7	-0.1	-0.3
Pièces et accessoires de véhicules automobiles et de motocycles usagers	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		
PRODUITS PETROLIERS	-3.4	-2.5	-2.2	2.8	-3.3	-1.4	-2.4
Produits pétroliers	-3.4	-2.5	-2.2	2.8	-3.3	-1.4	-2.4
PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET COSMETIQUES	-0.3	-0.8	-0.6	0.3	-0.2	1.5	1.8
Produits pharmaceutiques et médicaux	-0.2	-0.8	-0.5	0.3	-0.1	1.4	1.8
Parfumerie et produits de beauté	-0.1	-0.1	0.0	0.1	-0.1	0.0	0.0
PRODUITS DIVERS	1.0	1.2	0.0	0.7	0.4	0.5	0.9
Machines de bureau et matériel et informatique	0.3	0.9	0.4	-0.3	0.9	0.4	0.9
Autres appareils électriques et électroniques non ménagers	0.1	0.1	0.1	0.0	-0.1	0.0	-0.2
Articles de presse, librairie, papeterie, fournitures scolaires	0.1	-0.3	-0.4	0.3	-0.1	-0.1	0.2
Autres produits	0.5	0.5	-0.1	0.8	-0.2	0.2	0.1
INDICE GLOBAL	-4.4	0.2	0.6	4.8	1.9	-2.5	-1.3

Source : BCEAO (*) données provisoires, CVS

Tableau A2 : Indice de la production industrielle par branche, (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle					Glissement annuel	
	2018	2019	2020		2021	2020	2021
	janv	janv	janv	déc	janv.(*)	déc	janv.(*)
PRODUCTION DES ACTIVITES EXTRACTIVES	-1.8	-2.1	-0.3	1.2	0.2	1.3	1.8
Pétrole brut et gaz naturel	-0.2	-0.7	-0.8	-0.1	-0.3	0.7	1.1
Minerais d'uranium et de thorium	-1.6	-0.4	-0.5	0.1	0.4	-0.4	0.4
Minerais métalliques	-0.3	-1.2	0.9	0.7	0.0	1.2	0.3
Autres minerais	0.4	0.2	0.1	0.4	0.2	-0.2	0.0
INDUSTRIES MANUFACTURIERES	4.7	3.6	3.9	-0.5	1.9	3.5	1.5
Produits alimentaires et de boissons	0.7	0.4	-0.3	-4.1	-1.5	3.4	2.2
Produits à base de tabac	-0.3	-1.9	-0.7	0.8	-0.7	0.1	0.0
Textiles	0.3	1.1	1.3	0.7	0.9	0.1	-0.2
Articles d'habillement	-0.5	0.0	0.2	0.0	-0.2	0.3	-0.1
Cuir; articles de voyage et de maroquinerie; articles de sellerie et de bourrellerie; chaussures	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.1	-0.1
Bois et articles en bois et en liège (sauf meubles); articles de vannerie et de sparterie	-0.3	0.0	0.3	-0.1	0.0	0.2	0.0
Papier, carton et articles en papier et en carton	-0.3	-0.6	-0.1	0.2	-0.2	0.0	-0.1
Produits de l'édition, de l'imprimerie et supports enregistrés	-0.1	0.1	0.0	0.0	0.1	-0.1	0.0
Produits pétroliers raffinés	-0.5	0.3	0.1	0.3	-0.3	-0.5	-1.0
Produits chimiques	3.9	2.4	1.8	0.4	2.4	-0.6	0.0
Caoutchouc et matières plastiques	0.9	1.3	1.0	-0.5	1.2	0.2	0.5
Autres produits minéraux non métalliques	0.6	0.6	0.3	-0.1	0.6	-0.4	-0.1
Produits métallurgiques de base	0.1	0.0	0.0	0.2	-0.1	0.4	0.2
Ouvrages en métaux (sauf machines et matériel)	0.4	-0.1	0.2	1.3	-0.3	0.7	0.2
Machines et matériel n.c.a.	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Machines et appareils électriques n.c.a.	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie							
Autres matériels de transport	0.0	-0.1	-0.1	0.1	0.0	0.0	0.0
Meubles; activités de fabrication n.c.a.	-0.1	0.1	-0.1	0.1	0.0	0.0	0.0
Produits de récupération	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE, DE GAZ ET D'EAU	-0.3	0.0	-0.7	0.4	-0.2	0.2	0.7
Electricité, gaz, vapeur et eau chaude	-0.3	-0.1	-0.6	0.3	-0.2	0.2	0.6
Eau	0.0	0.0	-0.1	0.1	0.0	0.1	0.1
Indice Général	2.6	1.6	2.9	1.1	1.9	5.0	4.0

Source : BCEAO (*) données provisoire, CVS

**Tableau A3 : Niveau des réserves libres selon la présence au refinancement
(en milliards, sauf indication contraire)**

Pays	Banques venant au refinancement			Autres banques			Total	
	Réserves libres	RO	En % des réserves requises	Réserves libres	RO	En % des réserves requises	Réserves libres	En % des réserves requises
Bénin	65.6	44.0	149.3	16.9	6.4	263.9	82.6	163.9
Burkina	79.7	60.5	131.7	123.5	35.6	347.0	203.2	211.4
Côte d'Ivoire	292.9	200.8	145.9	613.3	115.8	529.8	906.2	286.3
Guinée-Bissau	3.4	3.2	105.7	10.6	1.8	597.0	14.1	279.8
Mali	127.6	98.9	129.1	20.0	3.7	537.7	147.6	143.9
Niger	31.8	36.1	88.2	11.5	2.3	505.9	43.3	113.0
Sénégal	64.2	93.6	68.5	146.8	64.8	226.5	210.9	133.1
Togo	43.9	22.4	195.6	53.1	18.3	289.8	97.0	238.0
UMOA	709.2	559.5	126.7	995.7	248.6	400.4	1,704.8	210.9

Source : BCEAO



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST